PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 61- 398 /PR.MJL.

fixant les modalités d'application de la Loi n°61-41 du 18 Octobre 1961 portant création d'un Tribunal Administratif du Dahomey

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Loi n° 50-36 du 26 Novembre 1960 portant Constitution de la République du Dahomey ;

VU la Loi n° 61-41 du 18 Octobre 1961 portant création d'un Tribunal Administratif du Dahomey ;

VU le Décret n° 111/PR.CAB. du 15 Avril 1961 fixant les attributions des membres du Gouvernement ;

SUR la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T :

ARTICLE 1er.- Les dossiers des affaires actuellement en instance devant le Tribunal d'Etat seront transférés par le Président dudit Tribunal aux juridictions qui ont reçu compétence pour en connaître.

ARTICLE 2.- Le Décret n° 98/PCM du 19 Avril 1960 fixant les préseances costume et discipline des membres du Tribunal d'Etat et l'arrêté n° 40 PCM du 12 Mai 1960 réglant le costume des Conseillers du Tribunal d'Etat continueront à s'appliquer aux membres et au Procureur du Tribunal administratif ainsi qu'au Secrétaire greffier.

Toutefois, les pouvoirs conférés au Premier Ministre par le décret précité seront désormais exercés par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation.

ARTICLE 3.- Le Président, les membres, le Procureur et le Secrétaire greffier du Tribunal administratif bénéficieront à compter de la signature du présent décret des indemnités mensuelles ci-après :

- Président et Procureur dix mille francs,
- Membres titulaires six mille francs,
- Secrétaire greffier cinq mille francs.

- Les membres suppléants percevront sept cent cinquante francs par jour de suppléance,

- Les rapporteurs auront droit à cinq cents francs par rapport fait.

ARTICLE 4.- Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Dahomey./.

Par le Président de la République,
Le Garde des Sceaux, Ministre de
la Justice et de la Législation;

Hubert M A G A

J. KEKE

VU :
Le Ministre des Finances et du
Budget :

AMPLIATIONS :

- P.R. 15
- M.F.D. 6
- Cour Suprême 5
- S.G.G. 1
- J.O.R.D. 1

- Président et Procureur six mille francs
- Membres titulaires six mille francs
- Secrétaire Général cinq mille francs